

OLIVIER DE SCHUTTER

« *L'alimentation, cela se partage* »



Urgence, optimisme, culpabilité ? Olivier De Schutter ne tranche pas. Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation, il a marqué l'opinion publique par ses propositions en faveur de l'agroécologie. Père de famille, il est sensible à l'ampleur des défis qui attendent la génération de ses enfants.

— Olivier De Schutter, en 2008, vous êtes devenu rapporteur spécial aux Nations Unies sur le droit à l'alimentation. Au début de votre mandat, aviez-vous déjà des propositions en tête ?

— Non. Je suis arrivé au moment où la crise des prix alimentaires prenait tout le monde de court. Personne n'avait de solution, moi pas plus que d'autres. Nous assistions à des émeutes de la faim dans trente-six pays du monde. Les gouvernements étaient pris de panique, comprenant que la question de l'agriculture et de l'alimentation devenait centrale, y compris pour la stabilité de leur régime. Ce qui était tout à fait encourageant pour moi, et l'est encore, c'est l'immense mouvement social en faveur d'une agriculture paysanne, contre les solutions plus industrielles à la crise alimentaire. Je me suis mis à l'écoute, j'ai appris beaucoup. C'était une bonne chose d'aborder mon mandat sans préjugé, avec une approche orientée au départ par les droits de l'homme, les droits économiques et sociaux sur lesquels j'avais travaillé avant. Je ne parlais pas du tout du monde des petits paysans, que j'ai découvert.

— Vous n'êtes donc pas, à l'origine, un expert de l'alimentation...

— Je croyais un peu naïvement que ces questions étaient d'ordre humanitaire et qu'il régnait à leur propos un grand consensus. J'ai réalisé qu'au contraire, il y avait énormément d'intérêts géopolitiques, de tensions. J'ai été surpris de voir l'ampleur du désaccord entre différents camps en présence. J'ai commencé par écouter, apprendre, essayer d'être une sorte de témoin pour rapporter aux gouvernements ce que j'entendais et qu'il est parfois plus facile pour eux d'ignorer. En résumé, il y a trois problèmes. La sous-alimentation, c'est-à-dire un nombre insuffisant de calories par jour, qui concerne environ 870 millions de personnes aujourd'hui. Le deuxième problème, touchant deux milliards d'humains environ, est celui de la malnutrition. Cela devient le problème majeur. On a répondu au premier problème en boostant la production, mais on n'a pas du tout veillé à la qualité et à la diversité des calories produites. Le troisième problème est celui du surpoids et de l'obésité liés à une mauvaise alimentation, trop riche. Ce problème concerne à peu près un 1,3 milliard

de personnes dans toutes les régions du monde. Dans certains pays, les trois problèmes coexistent. Au Mexique par exemple, j'ai vu des familles très pauvres qui ne parvenaient pas à se nourrir dans les campagnes, j'ai observé également des taux très élevés d'obésité. Mais ce n'est pas parce que certains mangent trop que d'autres mangent trop peu. Le plus frappant, c'est que dans tous les cas, les plus pauvres paient la facture. Dans nos pays riches, par exemple, la majorité des personnes en surpoids sont des personnes qui n'ont pas les moyens, ou le temps, de s'alimenter mieux, de cuisiner eux-mêmes des repas équilibrés. Ce sont des gens qui mangent à la va-vite dans les transports, dans des fast-food, etc. C'est un problème qui suppose donc une approche holistique, avec une réflexion sur la mobilité, sur l'emploi...

« *L'agroécologie mise sur les savoirs des agriculteurs eux-mêmes et sur leur compréhension des mécanismes de la nature.* »

— Vous avez succédé à ce poste à Jean Ziegler, qui était très dénonciateur, très critique... Vous l'êtes moins ?

— Jean Ziegler a eu l'immense mérite de donner de la visibilité à la question alimentaire, notamment par son grand talent de communicateur. Mais l'angle qu'il a adopté, qui consiste à tout voir sous le prisme des rapports Nord-Sud et des inégalités entre pays riches et pauvres, n'est pas le seul. J'ai sans doute été plus attentif que lui à la question de l'épuisement des ressources, à l'impact des changements climatiques et à la nécessité de changer de paradigme. Mais c'est aussi l'époque qui veut cela. Au fond, nous avons longtemps pensé que la faim était une question de justice sociale, qui passait par la lutte contre la pauvreté. Ce qu'elle est, évidemment ! Mais les choses se compliquent aujourd'hui, car cela concerne aussi la capacité de la planète à nourrir l'humanité compte tenu des limites écologiques que nous sommes en train de franchir. L'équation est devenue plus complexe. Ce n'est plus seulement une question de justice, de redistribution, cela relève aussi de la gestion des ressources naturelles. C'est la raison pour laquelle je me suis intéressé à l'agroécologie. J'espère cependant que ce n'est pas le seul message qui passe. J'insiste aussi sur la protection sociale, sur l'égalité de

traitement hommes-femmes, sur l'agriculture familiale qui est à protéger. Je ne me suis pas seulement intéressé aux liens entre agriculture et environnement, mais c'est une partie essentielle, évidemment.

— *L'agroécologie est un concept qui inclut ces problématiques sociales. C'est à la fois un mouvement social, une science et un ensemble de pratiques...*

— En effet. Les techniques agronomiques ne sont qu'une des dimensions de l'agroécologie. Ce qui est intéressant, c'est qu'au lieu d'être le réceptacle passif de technologies développées pour lui, imposées, ici le paysan devient l'inventeur des solutions. L'agroécologie mise sur les savoirs des agriculteurs eux-mêmes et sur leur compréhension des mécanismes de la nature. L'idée est que l'agriculteur regagne le contrôle de ses moyens de

production, qu'il redevienne le pilote, l'acteur plutôt que celui qui applique des technologies développées ailleurs et même détenues par d'autres sur le plan de la propriété intellectuelle.

L'agroécologie est donc effectivement plus qu'une technique agronomique. C'est aussi une revendication qui passe par le renforcement des groupements paysans et par leur capacité à prendre en main leur destin.

— Vous avez développé des propositions concernant la mauvaise alimentation dans les pays du Nord. Avez-vous le sentiment d'avoir été entendu ?

— Je me suis intéressé à cette question car le droit à l'alimentation, ce n'est pas le droit de ne pas mourir de faim, c'est le droit à une alimentation adéquate. On doit imposer aux gouvernements qu'ils prennent leurs responsabilités à cet égard. Beaucoup de choses pourraient être faites et ne le sont pas actuellement. Les médias se sont focalisés sur ma proposition de taxer les boissons sucrées. On a malheureusement oublié une partie de mes recommandations. Je crois qu'une prise de conscience se fait jour malgré tout. Les plaidoyers en faveur des chaînes courtes, des paniers paysans, des marchés fermiers, du soutien que ces initiatives locales doivent recevoir sont en train de passer dans l'opinion et sont revendiqués par beaucoup d'acteurs aujourd'hui. On est au bout d'un modèle agroalimentaire. Des solutions sont en train d'être trouvées sur le plan local, prometteuses pour l'avenir.

- *Vous êtes plutôt enthousiaste...*
- Je reste optimiste mais c'est une course de vitesse. Une course entre les courbes et nous. Les courbes, c'est l'épuisement progressif des ressources, qui se traduit par la dégradation des sols, l'accélération du changement climatique, l'épuisement des nappes phréatiques, l'érosion de la biodiversité. Toutes ces courbes-là nous situent dans des zones rouges sur les graphiques. Et d'autre part, il y a des innovations sociales. Beaucoup de gens se mobilisent pour que les choses changent, pour inventer des solutions qui construisent peu à peu des modèles alternatifs. La grande question est de savoir si ces modèles peuvent prospérer et se diffuser à grande échelle avant que l'impasse soit complète. Je suis optimiste quant au fait qu'on est en train de trouver des solutions. Mais pour être honnête, je ne sais pas si on gagnera cette course contre le temps car, vraiment, il est minuit moins cinq. Je suis étonné que les jeunes qui ont vingt ans aujourd'hui ne soient pas beaucoup plus mobilisés et en colère contre le monde que notre génération leur laisse ! Je me suis parfois demandé s'il n'existe pas une sorte d'autisme coupable... Moi, si j'avais vingt ans aujourd'hui, je crois que je passerais ma vie à essayer de préparer l'horizon 2050, car on va vraiment au-devant d'immenses défis... J'ai posé cette question à un ami professeur de psychologie sociale : existe-t-il une sorte de syndrome de l'autruche ? Il m'a rappelé quelques jours plus tard pour me parler du syndrome de l'homme blanc influent...
- *Qu'est-ce que c'est, en deux mots ?*
- C'est le fait que nous avons une capacité à ignorer les informations qui dérangent quand elles nous obligent à modifier notre mode de vie, quand elles nous interpellent sur la manière dont nous consommons, produisons, vivons. Dès lors que c'est inconfortable, nous sommes particulièrement doués pour écarter cette information et l'oublier. Et il y a vraiment un obstacle, là. Les personnes qui ont le plus de responsabilités par rapport à la situation actuelle sont celles qui ont le plus à perdre dans ce changement de paradigme. Cela demande vraiment un changement important dans notre rapport à la nature, et à nous-même aussi. Mon optimisme est donc mesuré...
- *À côté de votre engagement comme rapporteur spécial aux Nations Unies, vous êtes*

professeur de droit et vous avez une famille. Parvenez-vous à mener tout de front ?

– Disons qu'il est bon que cela ne dure que le temps de deux mandats... Il est bienvenu que, dans un an, une autre voix puisse se faire entendre. Les gouvernements connaissent à présent l'essentiel de mon message. Cela m'aide de savoir que mon rythme de vie actuel n'est pas amené à devenir la règle... Car cela représente quand même une trentaine de missions par an, qui durent quelques jours, parfois jusqu'à deux semaines. Au niveau familial, c'est une source extrêmement motivante. Le fait d'avoir des enfants nous oblige à avoir un cadre temporel élargi. Depuis que je suis père, je suis beaucoup plus attentif à ce qui va nous suivre. Personnellement, ma conviction que nous devons anticiper beaucoup mieux les choix que nous faisons aujourd'hui est renforcée par ce cadre temporel élargi.

« Le syndrome de l'homme blanc influent, c'est notre capacité à ignorer les informations qui dérangent quand elles nous obligent à modifier notre mode de vie. »

– *Au Prieuré Sainte-Marie (à Malèves) vous avez témoigné de votre expérience dans un cadre spirituel. Quel lien faites-vous entre le droit à l'alimentation et cette célébration ?*

– Je crois que l'alimentation a été traitée depuis des siècles comme un bien privé qui ne se partage qu'au sein de la famille. Et encore, pas toujours de manière égale. En Asie du Sud, par exemple, les filles et les femmes sont discriminées dans l'accès à l'alimentation. Heureusement, ce n'est pas la règle universelle. Généralement, donc, l'alimentation est traitée comme un bien privé qui n'est accordé qu'aux personnes ayant un pouvoir d'achat suffisant pour se la procurer. On a oublié que dans les civilisations passées, notamment les civilisations primitives, traditionnelles, l'alimentation est un bien public. On partage l'alimentation. On prend les repas en communauté. Les personnes, dans des communautés pourtant très pauvres, ne meurent pas de faim grâce à la solidarité des uns avec les autres. Il faut retrouver cela, cette pratique du partage, du service à autrui. L'image de l'Évangile de Saint Jean, le récit de Jésus qui lave les pieds de ses apôtres est une belle métaphore de

ce dont nous devrions nous inspirer vis-à-vis des déshérités, des pays pauvres ou des plus pauvres dans nos pays. Ce que je dis là est très général, pas original, mais je pense que ça dépasse largement la question de l'alimentation.

– *Vous voulez parler du bonheur, de l'épanouissement de l'homme ?*

– Oui. Je suis de plus en plus convaincu que l'idée que le bonheur passe par la croissance et l'accumulation des biens matériels est totalement destructrice. Elle détruit la planète et les rapports sociaux, puisque ça nous met en concurrence les uns par rapport aux autres. Pour l'avenir, je suis convaincu qu'il faut changer le monde, peut-être, mais aussi se changer soi. Ça veut dire prendre conscience que le bonheur passe par l'écoute d'autrui, par le moment présent, par le partage d'expériences. Il s'agit de coexister en harmonie plutôt qu'en concurrence. On dépasse très largement la question de l'alimentation, c'est une question de civilisation. Qu'on la définisse sur le mode religieux ou non, la spiritualité, l'attention portée aux questions qui ne sont pas matérielles, me paraît absolument vitale aujourd'hui.

– *Quel est votre moteur profond, votre foi, ce qui vous donne l'énergie de remplir votre mission actuelle ?*

– Pour être tout à fait franc, mon moteur profond, c'est la culpabilité. J'ai vécu de manière extrêmement privilégiée, sans jamais subir aucune privation, et je me sens complètement endetté. Je n'aurai jamais fini de rembourser cette dette-là vis-à-vis de la société qui m'a fait naître. J'ai vécu enfant en Inde pendant cinq ans, au Rwanda pendant trois ans, et j'ai été vivement marqué par l'image des pauvres obligés de mendier dans la rue. Je note d'ailleurs que Jean Ziegler a fait cette même expérience, enfant. Je pense qu'on a, lui et moi, ce sentiment qu'on ne veut pas être complice d'un monde qui continue d'accroître les inégalités entre les riches et les pauvres, qui continue de détruire la base même des écosystèmes dont nous dépendons. Que je réussisse ou que j'échoue importe peu pour moi. Ce qui compte, c'est que j'aurai essayé. Le seul vrai échec serait de ne pas essayer jusqu'au bout. Voilà ce qui me motive, ce n'est pas glorieux, c'est sûr, mais la culpabilité est parfois un puissant moteur.

Propos recueillis par Guillaume LOHEST